

# Le poisson : Une denrée rare (page 3)



Pour le moment, les pêcheurs observent le repos biologique instauré selon le cycle lunaire. D'où la pénurie du poisson sur le marché.

### ENTREPRENEURIAT



Rumonge

La mécanique martime en vogue à Rumonge (page 2)

### SOCIÉTÉ



Province Mwaro

La consommation de l'« Umudringi » en passe d'être éradiquée (page 6)

### DEVELOPPEMENT



Mwaro

Construction d'un stade olympique à Mwaro :Les travaux au point mort (page 8)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial Les ménages en mode inflation



Benjamin Kuriyo  
Directeur de publication

kilo de viande frôle les 30 000 FBu sur les marchés de la capitale économique. La crise des hydrocarbures induite par la pénurie criante des devises perturbe les chaînes d'approvisionnement. Ainsi, par effet de contagion, les produits importés plongent le pays dans une spirale inflationniste.

Malgré les multiples signaux de relance économique, la crise économique perdure. Les consommateurs assistent impuissamment à la flambée des prix des denrées alimentaires. Les prix des produits agricoles dont les bananes, les choux, les produits halieutiques, les haricots, les pommes de terre, l'huile de palme, les oignons... affichent une tendance

hausnière sur l'ensemble du territoire. Les données de l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU) révèlent que le taux d'inflation est de 24% en glissement annuel. Une inflation tirée essentiellement par les prix des produits alimentaires. A titre illustratif, les prix des poissons et des fruits de mer ont connu une augmentation de 62,3% en une seule année. Pour la viande et les fruits, la hausse est respectivement de 70,5% et 55 % entre octobre 2023 et octobre 2024.

Les ménages sont contraints de rationner leurs dépenses sous contraintes budgétaires. Les salariés ont du mal à joindre les deux bouts du mois. Ils s'endettent auprès des microfinances et des

boutiquiers pour subvenir aux besoins fondamentaux de leurs familles. Normalement, l'inflation devrait graduellement être compensée par un réajustement salarial. Ce qui viendrait contrer la perte du pouvoir d'achat dû à la dépréciation monétaire. Or, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Ainsi, les habitants de la ville se retrouvent du jour au lendemain dans l'incapacité d'honorer leurs engagements contractuels envers les bailleurs (payer le loyer, les frais de l'eau et d'électricité).

Une forte inflation n'augure rien de bon pour l'économie nationale. Les ménages retardent leurs achats dans l'attente d'une prochaine embellie économique. Les

inventus s'accumulent chez les producteurs. Ce qui réduit la performance des industries, car le pouvoir d'achat des ménages est faible. Dans le pire des cas, les industriels décident de mettre une partie du personnel au chômage. Cela se répercute négativement sur la mobilisation des ressources intérieures. Quand l'activité tourne au ralenti, la mise en œuvre des programmes de développement est hypothéquée par le manque des financements. D'où l'urgence de prendre des mesures efficaces pour atténuer les effets de l'inflation.

L'inflation rythme le vécu quotidien des ménages. En cette période de soudure, les prix des denrées alimentaires repartent à la hausse. Les céréales, les légumes et les produits carnés sont hors prix. Le prix d'un

### ENTREPRENEURIAT

## La mécanique maritime en vogue à Rumonge

Les jeunes s'intéressent de plus en plus au métier de réparateur des moteurs de bateaux de pêche. Ils s'entraînent à l'entretien des engins de pêche, une activité économique qui attire toute convoitise. Entretien avec Pacifique Munezero, jeune qui se spécialise dans la mécanique maritime



Les jeunes s'intéressent de plus en plus au métier de réparateur des moteurs de bateaux de pêche.

Nous sommes au chef-lieu de la province de Rumonge, à environ 500 m de la RN 3 sur le littoral du lac Tanganyika où accostent les bateaux de pêche. Un jeune passionné par la mécanique maritime y détient un atelier de réparation des moteurs pour bateaux. Les reporters du journal Burundi Eco ont pu échanger avec Pacifique Munezero, un jeune résident du quartier Swahili qui encadre les jeunes dans la formation professionnelle. Subsidièrement à l'entretien des moteurs les vidanges et au remplacement des pièces défectueuses, il redonne une seconde vie aux parties endommagées à l'aide des postes à souder.

Il confie qu'il a appris le métier sur le tas par l'entremise d'un mécanicien chevronné qui a bénéficié de formations en mécanique à l'étranger. Il est fier de son métier

qui lui permet de subvenir à ses besoins, affirmant que tout ce dont il a besoin pour vivre provient de cette activité.

### Importance de l'entretien des moteurs nautiques

Un entretien régulier du moteur qui comprend la vérification des conduites de carburant et du système de refroidissement est essentiel pour prévenir les pannes courantes et réduire le risque de se retrouver immobiliser en pleine navigation. La fréquence de cet entretien dépend souvent de la puissance et de l'ancienneté du moteur. Munezero, professionnel du domaine souligne qu'un moteur neuf de bonne qualité nécessite un entretien tous les cinq mois tandis que les modèles plus anciens nécessitent un entretien au moins une fois le mois pour éviter d'éventuelles complications.

Les moteurs varient en fonction des marques. Les marques les plus utilisées sont notamment Yamaha, Honda et Suzuki qui se distinguent également par la puissance qui va de 15 à 75 chevaux-vapeurs. Il est à noter qu'une puissance nominale supérieure entraîne généralement une consommation de carburant plus élevée. « Sur le trajet, Rumonge-République Démocratique du Congo, un moteur peut consommer jusqu'à 40 litres de carburant », a-t-il précisé.

La disponibilité des pièces de rechange pose parfois problème. Bien qu'il existe des points de vente de ces pièces, certains composants restent introuvables sur le marché. Dans ce cas, il est souvent nécessaire de se tourner vers les pays voisins comme la Tanzanie, tout particulièrement vers la ville de Dodoma ou encore l'Ouganda pour passer des commandes. Dans le cas contraire, les mécaniciens font appel à leur ingénierie pour

reforgier les pièces de rechange ou les réadapter pour permettre aux bateaux motorisés de tenir pendant quelques semaines.

### Des obstacles à l'exercice de son métier

Dans l'exercice de son métier, Munezero fait face à quelques difficultés, notamment en ce qui concerne l'entretien des équipements. Il fait remarquer qu'il peut faire correctement son travail de maintenance, mais que des problèmes surgissent après suite aux mauvaises pratiques des usagers des bateaux. Ce qui a l'origine des querelles avec ses clients. A cela s'ajoutent les coupures intempestives d'électricité. Cela représente un véritable obstacle pour son activité, car il doit faire recours de temps en temps à la meuleuse pour redimensionner les pièces endommagées.

Bien que l'entretien des moteurs de bateaux puisse être une source de revenus pour certains, son importance réelle est souvent minimisée par d'autres. Selon Munezero, pour certaines personnes, cette profession semble n'être qu'un simple expédient. Pourtant, il affirme qu'il est tout à fait possible d'avoir une vie décente en exerçant ce métier.

Il incite les jeunes à s'investir activement dans le travail. A ses yeux, la vie moderne est semée d'embûches et il n'est pas conseillé de rester passif en déambulant dans les rues. L'oisiveté expose les jeunes à la délinquance et à la violence.

Jonathan Nzoyibonera.

**BurundiEco**  
Médias numériques sociaux-économiques gratuits

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de **Hope Design** Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba  
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

### Taux de change du 15 Novembre 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2884	2930
Euro	3040	3089
Shi. Kenyan	22,3160	22,6759
Shi. Tanzanien	1,0843	1,1018
Shi. Ougandais	0,7859	0,7986
Fr Rwandais	2,1171	2,1513

# L'envolée des cours du poisson

Les prix du poisson restent très volatiles sur le marché. Les pêcheurs évoquent la pénurie du carburant et la cherté du matériel de pêche comme principales causes de cette situation. Ces deux facteurs combinés et le coût du transport influent sur la variation des prix. Reportage

La pêche est parmi les principales activités économiques qui s'exercent à Rumonge. Elle rassemble les pêcheurs, les mécaniciens, les transporteurs et les revendeurs des poissons autour des pêcheries. Les Mukeke et les Ndagalas avec du Chikwange demeurent une recette emblématique de la région de l'Imbo. Durant notre séjour à Rumonge, nous avons visité le port de pêche de Rumonge. Malgré la progression du lac qui grignote petit à petit sur les plages, les pêcheurs s'adaptent tant bien que mal à la crise climatique.

Il est six heures et demi du matin. Les bateaux flottent lentement sur la surface du lac. Les réparateurs des embarcations et certains pêcheurs discutent tranquillement des activités de pêche et de la rareté des produits pétroliers. Nous profitons de ces échanges pour nous fonder dans la masse et suivre de près les conversations sur ce secteur très convoité. Nous apprenons que les pêcheurs observent le repos biologique. Un des pêcheurs expérimenté glisse un mot qui attire notre attention. « Les novices dans notre secteur croient qu'avoir des seaux remplis de poissons est synonyme de meilleure prise de la nuit ». Pour lui, ce qui montre que la productivité est bonne est que les bateaux accostent avec des caisses de poissons bien garnis. Il rappelle qu'une caisse de poissons peut contenir jusqu'à huit seaux d'une capacité de 10 litres.

## Une denrée pour les plus nanties

Le poisson n'est pas à la portée de toutes les bourses. Ces derniers jours, les prix du poisson sont



Les pêcheurs apprécient positivement la mesure d'immatriculer les bateaux qui vient pour mettre de l'ordre dans le secteur.

en nette augmentation. Les consommateurs doivent adapter leurs besoins en fonction de leurs revenus.

Au marché de Rumonge, les produits halieutiques sont hors prix. Un tas de 5 poissons (Mukeke) se négocie à 50 000 FBu et un kilo de fretins séchés frôle les 80 000 FBu. Les acheteurs préfèrent le poisson fumé en provenance de la Tanzanie à la place du poisson frais plus cher. Dans les bars-resto plus populaires, une pièce de Mukeke grillée non accompagnée coûte 10 000 FBu.

## Pourquoi la hausse des prix?

Les acteurs de la filière pêche révèlent que le marché de poissons est très volatile et que cette volatilité dépend essentiellement

des saisons. Pendant la période estivale, il y a surabondance du poisson et les prix chutent sur le marché. Il en est de même pour la saison pluvieuse. Quand la moisson est bonne, généralement les prix sont abordables. Pour le moment, les pêcheurs observent le repos biologique instauré selon le cycle lunaire. D'où la pénurie du poisson sur le marché.

La reprise des activités est attendue vers la fin de cette semaine. Cependant, rien n'est moins sûr que les prix vont pour autant chuter. Les pêcheurs évoquent la pénurie criante de l'essence. Un litre et demi d'essence coûte 20 000 FBu au marché noir. A cela s'ajoutent la cherté du matériel de pêche, notamment les moteurs des bateaux de pêche, les filets et les batteries d'accumulateur. Chaque embarcation doit disposer



Les pêcheurs évoquent la pénurie criante de l'essence et la cherté du matériel de pêche, notamment les moteurs des bateaux de pêche.

d'un moteur dont le prix a doublé, passant de 6-7 millions de FBu à 13 millions de FBu à cause de la dépréciation du FBu.

## L'immatriculation des bateaux, une mesure salubre

Les autorités administratives saluent la mesure d'immatriculer les bateaux. Cette mesure va sans doute améliorer la sécurité et le transport lacustre. Il sera facile de connaître la flotte maritime en activité et identifier les embarcations en détresse, réagit Léonard Niyonsaba, gouverneur de la province Rumonge.

Les pêcheurs apprécient positivement cette mesure qui vient pour mettre de l'ordre dans le secteur. Cependant des doutes planent sur les redevances annuelles et le certificat d'immatriculation facturés en dollars dans un contexte de pénurie criante des devises. « Toute mesure visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs est la bienvenue. Il revient aux patrons des pêcheurs de se

conformer aux directives de l'Etat au risque d'être exclu de ce business », commente un pêcheur rencontré au port de pêche de Rumonge. L'immatriculation des bateaux va permettre de repérer facilement les pirates, surtout dans les eaux proches de Muguruka à Nyanza-lac où les voleurs en provenance de la Tanzanie dépouillent de temps en temps les pêcheurs de leurs biens. La fréquence des cas de vols nocturnes a sensiblement baissé, témoigne ce quadragénaire.

La pêche est inscrite sur les programmes prioritaires de la province Rumonge pour concrétiser la vision d'un Burundi émergent en 2040 et d'un Burundi développé en 2060. L'autorité provinciale évoque déjà des projets de pisciculture en cours de développement sur l'ensemble de la province, surtout à la prison centrale de Murembwe pour augmenter la production.



La pêche est inscrite sur les programmes prioritaires de la province Rumonge pour concrétiser la vision d'un Burundi émergent en 2040 et d'un Burundi développé en 2060.

Benjamin Kuriyo

# IFDC promeut les systèmes d'irrigation et les hangars de stockage des semences

IFDC a cofinancé à hauteur de 50 % la mise en place des systèmes d'irrigation et la construction des hangars de stockage des semences. Cette initiative, mise en œuvre via le projet PSSD financé par l'Ambassade des Pays-Bas au Burundi, profite non seulement aux entrepreneurs semenciers, mais aussi à la population locale



Ce puits-tank situé à Kiryama (Bururi) se distingue des autres réservoirs d'eau classiques par son ouverture et sa capacité de 1 700 m<sup>3</sup>.

À travers le projet Private Seed Sector Development (PSSD) financé par l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burundi, l'organisation International Fertilizer Development Center (IFDC) a cofinancé la mise en place d'un système d'irrigation et la construction des hangars de stockage des semences. Différents entrepreneurs semenciers ont été appuyés dans plusieurs provinces du Burundi. C'est dans cette optique que IFDC a organisé une visite de terrain pour s'enquérir de l'état des lieux des infrastructures agricoles cofinancées par cette organisation internationale entre le 11 et le 14 novembre 2024. Au moins, sept entrepreneurs semenciers ont été visités dans les provinces de Karusi, Gitega, Rutana, Bururi et Mwaro. La mise en place d'un système d'irrigation et la construction des hangars de stockage (qui comportent des aires de séchage) ont été cofinancés à hauteur de 50 % du montant global par IFDC et que l'entrepreneur semencier s'occupe de la moitié restante. Tout cela a été fait au cours de l'année 2024. Désormais, les bénéficiaires sont capables de produire pendant toutes les saisons (A, B et C) et de conserver les semences de la meilleure des manières.

Frère Jean Paul Ngendakumana, responsable de la congrégation des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde de Nyabikere en province de Karusi, témoigne de leur longue aspiration à pouvoir cultiver durant toutes les saisons (A, B et C). Cependant, il leur était impossible de produire pendant l'été en raison de l'absence d'un système d'irrigation. C'est dans ce contexte que la congrégation a sollicité avec succès un appui de IFDC pour

financer la mise en place d'un tel système. Fidèle à son engagement, l'IFDC a cofinancé l'installation d'un système d'irrigation chez les Frères de Nyabikere, équipé d'un réservoir d'eau d'une capacité de 200 m<sup>3</sup>. Frère Ngendakumana précise que ce projet a coûté 500 millions de BIF, dont la moitié a été prise en charge par IFDC.

## Un système d'irrigation est plus que nécessaire

La mise en place de ce système d'irrigation permettra d'augmenter la production agricole et, par ricochet, de multiplier les quantités de semences sélectionnées disponibles pour les agriculteurs. Opérationnel depuis quelques mois, le système d'irrigation a déjà permis aux Frères de produire en saison sèche. Ainsi, en juillet, ils ont semé du maïs sur quatre hectares en pleine saison sèche. Grâce à l'irrigation, le champ de maïs hybride est splendide.

Les bienfaits de ce projet se ressentent au-delà de la congrégation. En effet, plusieurs robinets ont été installés le long de la canalisation pour permettre aux locaux d'accéder à de l'eau



Chaque hangar de stockage des semences, cofinancé par IFDC, peut contenir au moins 30 tonnes.

potable. De plus, la demande de main-d'œuvre agricole a augmenté, profitant particulièrement aux femmes locales.

Un autre bénéficiaire de ce cofinancement est Richard Hatungimana, un entrepreneur semencier de la colline de Bugiga, commune Bukemba, dans la province de Rutana. Il explique que IFDC a cofinancé à hauteur de 50 % la construction d'un réservoir d'eau et d'un réseau de canalisation. Bien que le budget initial ait été estimé à 191 millions de BIF, l'inflation a porté le coût final à 237 millions de BIF. Ce projet a permis d'irriguer plus de cinq hectares de champs. Aujourd'hui, grâce à ce système, les maïs semés en septembre 2024 constituent un champ luxuriant. De plus, les maïs semés en juillet ont déjà été récoltés, démontrant ainsi le potentiel incontournable de ce système d'irrigation.

Enfin, la Coopérative de Développement Laitier de Kiryama (CDLK), située en commune Songa en province de Bururi figure également parmi les bénéficiaires du cofinancement de IFDC. Cette dernière y a cofinancé la construction d'un puits-tank d'une capacité de plus de 1 700 m<sup>3</sup> à hauteur de 88 millions de BIF. Selon l'abbé Prosper Nzisabira, directeur de la CDLK, ce réservoir d'eau est essentiel pour l'irrigation et permettra de doubler la

production annuelle des semences sélectionnées de pommes de terre, passant de 100 à 200 tonnes

## IFDC cofinance aussi la construction des hangars de stockage des semences

IFDC, à travers son projet PSSD, a cofinancé également la construction des hangars de stockage des semences dans plusieurs provinces du Burundi en 2024. Ces propriétés (hangars) des entrepreneurs semenciers, visent à améliorer la gestion des récoltes. Les bénéficiaires saluent cette initiative qui facilite le séchage et la conservation des récoltes.

Mme Spéciose Gacoreke est l'un des bénéficiaires de cette initiative. Elle exerce ses activités agricoles sur la colline de Kiremera de la commune Giheta en province de Gitega. En tant qu'entrepreneuse semencière, elle produit diverses semences sélectionnées, notamment de maïs, de haricot, de la pomme de terre, etc. En 2024, IFDC a cofinancé la construction d'une aire de séchage et d'un hangar de stockage pour Mme Gacoreke. Cette infrastructure moderne lui permet de produire des semences, particulièrement de maïs, indemnes de pathogènes grâce à un séchage optimisé. Le coût total de la construction s'élève à environ 90 millions de BIF, dont 50 % ont été cofinancés par IFDC.

La population environnante bénéficie également de cette initiative en ayant accès à des semences sélectionnées variées. De plus, Mme Gacoreke emploie quotidiennement 20 personnes, dont 18 femmes. Exploitant une propriété d'environ 10 hectares, elle leur assure un emploi stable tout au long de l'année même pendant la saison sèche. Elle exprime sa gratitude à IFDC pour ce soutien combien louable et souhaite voir ce partenariat se poursuivre à l'avenir.

D'autres entrepreneurs semenciers, soutenus par IFDC dans la construction des hangars de stockage des semences avec des aires de séchage se trouvent en province de Rutana. Parmi eux figure Damien Fyiroko, actif sur la colline de Gihanga en commune de Musongati. Son hangar, d'une valeur de 112 millions de BIF, a été cofinancé à hauteur de 50 % par IFDC. En outre, Jean Claude Nkurunziza et Tharcisse Nkurunziza œuvrant en commune Bukemba ont également bénéficié de ce programme. Leurs hangars ont coûté respectivement 98 millions de BIF et 79 millions de BIF avec une contribution de 50 % de IFDC.

Tous les hangars visités disposent d'une grande capacité de stockage pouvant conserver chacun au moins 30 tonnes de semences et sont équipés d'aires de séchage. Les entrepreneurs semenciers partenaires de IFDC saluent cette initiative qui permet de réduire les pertes post-récolte et d'augmenter la production des semences sélectionnées. Cerise sur gâteau, toutes les semences produites par ces entrepreneurs semenciers sont suivies de près et certifiées par l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS). Selon Evariste Hakizimana, Directeur des inspections régionales semencières au sein de l'ONCCS, cette structure a pour mission d'assurer la qualité des semences conformément à sa vision « Zéro semences non certifiées à l'horizon 2060 ».

## Un projet prometteur

Le projet PSSD est mis en œuvre depuis 2018 jusqu'en 2023 avec une extension de 6 mois allant de janvier à juin 2024. Au cours de l'exécution de ce projet, des résultats satisfaisants conduisant au changement positif ont été atteints grâce aux stratégies et approches de mise en œuvre et des recherches menées sur de nouvelles variétés plus performantes. Avec la première phase, 335 850 sur 178 000 ménages prévus au début du projet ont eu accès aux semences de qualité certifiées et représentant environ 22,5% du total des ménages burundais. Signalons qu'avant ce projet, le nombre de ménages qui avaient accès aux semences de qualité était estimé à 5%.

IFDC, à travers la deuxième phase du projet PSSD, s'est donné l'objectif d'atteindre 675 000 ménages (dont 50 % sont des femmes et 30 % des jeunes) qui ont accès et utilisent les semences de qualité dont 202 500 ont doublé la productivité et les revenus au cours des 6 ans de sa mise en œuvre tels que décrit dans le cadre des résultats et de sa théorie d'action. Durant les deux années que va durer le projet PSSD 2, 226 000 ménages agricoles supplémentaires auront accès semences certifiées d'ici décembre 2026.



Grâce au système d'irrigation, les Frères de Notre-Dame de la Miséricorde de Nyabikere (Karusi) ont pu semer du maïs sur quatre hectares en pleine saison sèche.

# L'entrepreneur burundais, un acteur clé du développement et de la création d'emplois

Le Burundi a célébré la sixième édition de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat du 11 au 16 novembre 2024 au Donatus Conference Center. Cet événement, destiné à valoriser et célébrer l'entrepreneuriat, a été ponctué d'ateliers, de panels de discussion, de partages d'expériences et de visites de terrain, mettant en avant des initiatives s'inscrivant dans la dynamique d'une économie verte et circulaire



Les 3 jeunes entrepreneurs primés par FNUAP

Organisée par le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi, en collaboration avec le collectif des structures d'accompagnement des entrepreneurs (BIESO) et grâce au soutien technique et financier de partenaires internationaux tels qu'Enabel et le FNUAP, cette semaine s'est tenue sous le thème : « L'entrepreneuriat dans l'Économie Verte et Circulaire (EVC) ». Ce thème met en exergue l'importance d'un développement économique durable et respectueux de l'environnement.

Phenias Nigaba, assistant du ministre de la Fonction Publique, a souligné que cet espace d'échange est une opportunité d'évaluer les progrès des jeunes entrepreneurs par rapport aux années précédentes et d'identifier des pistes pour atteindre de nouveaux sommets.

Chantal Ntima, directrice de la Maison de l'Entrepreneur et représentante de BIESO, a rappelé le rôle central des entrepreneurs dans la prospérité économique du Burundi. Elle a affirmé : « Les entrepreneurs créent la richesse et font tourner l'économie. Cette semaine est une occasion de célébrer leur succès, de réfléchir aux défis qu'ils rencontrent et de rechercher ensemble des solutions durables. »

## Vers une économie verte et circulaire

Mme Ntima a également insisté sur la nécessité d'orienter l'économie burundaise vers des pratiques durables, en soulignant qu'il ne suffit pas de produire et de transformer, mais qu'il est essentiel de protéger l'écosystème national.

Michael Wimmer, ambassadeur du Royaume de Belgique au Burundi, et Judicaël Elidje, représentant

résident du FNUAP, ont tous deux réitéré leur engagement envers la promotion de l'entrepreneuriat durable. Par ailleurs, certains entrepreneurs ont exprimé leurs inquiétudes concernant la compétitivité dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECA). Les intervenants les ont encouragés à transformer ces défis en opportunités en exploitant leurs avantages comparatifs et en intégrant les chaînes de valeur régionales.

Le rôle des microfinances dans le développement durable

Lors des échanges, les jeunes entrepreneurs ont identifié l'accès au financement comme leur principal défi. Marie Louise Kamikazi, directrice exécutive du Réseau des Institutions de Microfinance (RIM), a assuré que le secteur des microfinances s'engage à promouvoir l'économie verte et circulaire à travers des formations et des financements adaptés.



Marie Louise Kamikazi directrice exécutive du Réseau des Institutions de Microfinance et Chantal Ntima directrice de la maison de l'entrepreneurs et représentante de BIESO

Elle a cité des initiatives telles que la transformation des balles de riz en briquettes et le soutien à des projets résilients face au changement climatique. Elle a également annoncé que les institutions de microfinance sont en train de revoir leurs pratiques pour s'assurer que chaque projet financé soit durable et respectueux de l'environnement.

## Sensibilisation à l'écologie - visite guidée au parc national de la Kibira

Dans le cadre de cette édition, une visite guidée du parc national de la Kibira a été organisée pour sensibiliser les participants à l'importance de préserver l'environnement et d'adopter des pratiques durables. Nadège Bizimana, déléguée du FNUAP, a décrit le parc comme un trésor de biodiversité jouant un rôle crucial dans l'équilibre écologique national.

Le directeur du parc a, pour sa part, évoqué les défis de gestion liés à l'exploitation illégale des ressources et à la pression démographique croissante. Il a plaidé pour des financements afin d'améliorer la conservation communautaire et renforcer les contrôles d'accès au parc.

Encourager l'innovation pour un avenir durable

Un concours d'innovation pour l'entrepreneuriat vert, organisé par le FNUAP, a permis de récompenser de jeunes talents proposant des solutions innovantes pour un avenir durable. Les gagnants ont non seulement reçu des prix financiers, mais aussi un accompagnement pour concrétiser leurs idées.

## Clôture et perspectives prometteuses

La semaine s'est clôturée le 16 novembre 2024 avec la remise

des prix du concours SHIKA Award, organisé par le BBIN et le concours Challenge de FINUAP. Les lauréats ont été félicités pour leurs projets innovants, incarnant l'espoir d'une nouvelle génération d'entrepreneurs.

Samson Ninteretse, directeur du BBIN, a salué le soutien croissant des partenaires au développement et a encouragé l'adoption d'un cadre législatif favorable, tel que la révision du code des investissements, qui inclura des mesures incitatives pour les jeunes et les femmes entrepreneurs.

En rassemblant autorités, partenaires et entrepreneurs autour de l'entrepreneuriat durable, cette sixième édition a marqué une étape majeure dans la promotion de l'innovation et de la durabilité au Burundi.



Nadège Bizimana, assistante exécutive du FNUAP au Burundi

## AVIS DE RECRUTEMENT

Enabel recrute Un Expert Epidémiologique National et Un Expert en Pédagogie et Communication pour le projet d'Appui à la Réalisation d'Etudes et d'Expertises (PAREX) dans le cadre de la riposte MPOX. Les termes de référence complets ainsi que ce communiqué peuvent être consultés sur le site : [www.esoko.bi](http://www.esoko.bi), ou la page Facebook & LinkedIn : @InfinityGroupBurundi ou au bureau d'INFINITY GROUP situé au 7, Avenue de France, Immeuble Ruhara, 2ème étage. Les dossiers de candidatures (CV actualisé comprenant 3 personnes de référence professionnelle, Lettre de motivation adressée à Monsieur le Représentant Résident d'Enabel au Burundi) et copies de Diplômes certifiés par le Ministère de l'Education) devront être envoyés via le site [www.enabel.be](http://www.enabel.be)

ou en suivant les liens

[Expert en épidémiologie pour l'appui à la coordination de la riposte MPOX](#)  
[Détails du poste | Enabel](#)

[Expert en pédagogie et communication pour l'appui aux formations et à la communication communautaire](#)  
[Détails du poste | Enabel](#) selon le poste

Au plus tard le 24 Novembre 2024 à 23 :59 (GMT+2).

*A Enabel les postes vacants sont ouverts à toute personne qui remplit les conditions décrites dans les offres d'emploi. Enabel s'engage en faveur de l'égalité des chances et de la diversité au sein de son personnel. Nous ne faisons pas de discrimination fondée sur le genre, l'origine, la religion, le handicap ou tout autre facteur que les compétences.*

Fait à Bujumbura, le 19 Novembre 2024

La Direction

## AVIS DE RECRUTEMENT

Enabel recrute Un Monitoring, Evaluation, Learning Communication Officer (Projet "Gouvernance et Participation Citoyenne et Education post fondamentale ». Les termes de référence complets ainsi que ce communiqué peuvent être consultés sur le site : [www.esoko.bi](http://www.esoko.bi), ou la page Facebook : @InfinityGroupBurundi ou au bureau d'INFINITY GROUP situé au 7, Avenue de France, Immeuble Ruhara, 2ème étage. Les dossiers de candidatures (CV actualisé comprenant 3 personnes de référence professionnelle, Lettre de motivation adressée au Directeur Général d'INFINITY GROUP et copies de Diplômes certifiés par le Ministère de l'Education) devront être envoyés dans un seul document PDF à l'adresse [enabel.burundi@infinitygroup.bi](mailto:enabel.burundi@infinitygroup.bi) et doivent porter la mention « Recrutement Enabel-Un Monitoring Evaluation Learning Communication Officer ».

La date limite de dépôt est fixée au plus tard le 28 Novembre 2024 à 23 :59 (GMT+2).

*A Enabel les postes vacants sont ouverts à toute personne qui remplit les conditions décrites dans les offres d'emploi. Enabel s'engage en faveur de l'égalité des chances et de la diversité au sein de son personnel. Nous ne faisons pas de discrimination fondée sur le genre, l'origine, la religion, le handicap ou tout autre facteur que les compétences.*

Fait à Bujumbura, le 14 Novembre 2024

La Direction

## SOCIETE

### Province Mwaro

# La consommation de l'« Umudringi » en passe d'être éradiquée

L'administration provinciale de Mwaro annonce avoir réussi à éradiquer la consommation d'une boisson prohibée dénommée « Umudringi », largement consommée par les habitants de cette province. Nuisible à la santé, cette boisson était également à l'origine de l'insécurité au sein des ménages



*Fabriqué à base de sucre et de levure, la boisson prohibée dénommée « Umudringi » est régulièrement déconseillée par les professionnels de la santé en raison de ses effets nuisibles sur la santé humaine.*

yeux, décoloration des cheveux, perte d'appétit, etc. Ceux qui en devenaient chroniquement fanatiques abandonnaient même le travail, n'ayant plus de forces pour travailler », ajoute le gouverneur Gasanzwe.

Pire encore, selon lui, cette consommation était à l'origine de l'insécurité au sein des ménages et dans les champs des agriculteurs. « Personne ne pouvait élever un porc, car ils étaient toujours dans les cabarets. Cette situation était à l'origine de nombreux vols,

tant dans les foyers que dans les champs », précise-t-il. D'après lui, les consommateurs se sentaient à l'aise lorsqu'ils la sirotaient accompagnée de brochettes de viande grillée, croyant que cela les empêcherait de devenir ivres.

### Des sanctions sévères contre « les fans » de cette boisson pour changer la donne

M. Gasanzwe explique que l'administration provinciale a

dû prendre des mesures sévères pour éradiquer complètement la consommation de cette boisson prohibée. Il précise qu'un fabricant de « Umudringi » arrêté par la police est condamné à deux ans de prison, ainsi qu'à une amende s'élevant entre 1 million et 2 millions de FBu. Certaines autorités locales « corrompues » et souvent complices des vendeurs de cette boisson ont entravé le processus. Cependant, l'administration provinciale a collaboré avec la population pour recueillir des informations permettant d'identifier des vendeurs, tout en évitant les témoignages les autorités locales corrompues, qui auraient pu tenter de les couvrir en échange de pots-de-vin.

« Le combat n'a pas été de tout repos », déclare le gouverneur Gasanzwe. « Un producteur de cette boisson peut investir une somme modeste de 20 000 FBu et récolter plus de 300 000 FBu. Il est donc facile de corrompre les autorités locales pour acheter leur silence ». Il souligne que l'administration provinciale a fourni d'énormes efforts pour éradiquer cette boisson.

### Les familles sauvées

Les habitants de la commune de Kayokwe se réjouissent des résultats de la lutte contre la consommation de la boisson prohibée communément appelée « Umudringi », qui était devenue très populaire dans cette commune. E. K., un habitant de la colline de Kibogoye, déclare que cette colline

est désormais sécurisée, car il n'y a plus de personnes qui baladent dans les ménages à la recherche de l'endroit où se trouve cette boisson. De plus, les femmes s'adonnaient à la débauche pour pouvoir se payer un litre de cette potion tandis que les ménages étaient délaissés.

Ce jeune homme révèle qu'il existe encore quelques vendeurs clandestins de cette boisson, mais leur effectif est désormais insignifiant, car ils savent qu'ils peuvent être arrêtés à tout moment. « Actuellement, les hommes et même les femmes de cette commune vaquent à leurs activités quotidiennes. Il n'y a plus de va-et-vient dans les cabarets ni dans les ménages pendant les heures de travail », ajoute-t-il.

La province de Mwaro a été longtemps considérée comme l'une des plus grandes consommatrices de la boisson prohibée, communément appelée « Umudringi ». Les communes les plus touchées étaient Kayokwe et Nyabihanga. Fabriqué à base de sucre et de levure, cette boisson est régulièrement déconseillée par les professionnels de la santé en raison de ses effets nuisibles sur la santé humaine.

Méchaël Tuyubahe

# Promotions attrayantes à la STNB pour boucler l'année

La Société de Télédiffusion Numérique du Burundi (STNB) a lancé depuis vendredi le 15 novembre 2024 des promotions séduisantes sur ses bouquets de recharges, offrant à ses abonnés un décodeur et une antenne gratuitement. Les représentants de la STNB incitent la population à ne pas manquer ces opportunités durant cette période festive de fin d'année



*A partir du 15 novembre 2024, la Société de Télédiffusion Numérique du Burundi (STNB) propose des promotions permettant d'accéder à des forfaits supérieurs lors d'un abonnement de deux mois*

même durée. De même, ceux qui choisissent le bouquet Basic pour deux mois ont également droit à un accès gratuit au bouquet Classic pour la même durée. En revanche, les abonnés optant pour le bouquet Classic pendant deux mois ne bénéficieront pas d'un bouquet supérieur, mais recevront un bonus de 10 jours, portant ainsi leur accès à 70 jours au lieu de 60. A noter que cette promotion est limitée à une période de deux mois.

## Une offre diversifiée avec le bouquet Basic

La STNB propose un large éventail de chaînes de télévision avec son bouquet Basic qui compte pas moins de quarante et une chaînes. Selon Gilbert Niyokindi, responsable du personnel à la STNB, les images diffusées sont de haute qualité et variées. Pour en bénéficier, les clients doivent s'acquitter d'un abonnement de 40 000 FBu valable

pour une période de deux mois.

Le bouquet Basic permet d'accéder à 41 chaînes. En effet, les clients intéressés par un bouquet élargi de 54 chaînes peuvent le faire à condition d'en discuter préalablement avec le distributeur du décodeur. Dans ce cas, l'accès est limité à un mois d'abonnement.

Niyokindi incite les autorités gouvernementales à encourager l'adoption des services de la STNB par la population. Un des avantages de cet abonnement est que, une fois l'abonnement terminé, les clients continuent à avoir accès gratuitement à deux chaînes de la RTNB.

Cependant, les clients doivent être attentifs aux conditions d'abonnement. Ceux qui choisissent un forfait inférieur à celui qu'ils avaient précédemment ne bénéficieront d'aucun avantage.

Par exemple, un abonné passant du bouquet Basic au bouquet Nova ne pourra pas prétendre à une promotion. Il devra, soit rester à son abonnement actuel, soit opter pour un bouquet supérieur.

## Où se procurer les services de la STNB ?

Les abonnements de la STNB sont désormais disponibles via le service Pesafash. Par ailleurs, il est possible d'accéder à ces services dans les agences et à travers des distributeurs agréés disséminés sur l'ensemble du territoire, a affirmé le responsable du personnel à la STNB.

Les services de la STNB sont offerts dans divers lieux stratégiques tels qu'à Buyenzi près du marché de Ruvumera, à Jabe également près du marché, à Kamenge ainsi que dans les kiosques, comme le kiosque Brarudi au centre-ville, à côté de la BCB, à Gasenyi et à Kamenge autour du marché. D'autres points de vente sont également disponibles à Ruziba, Rugombo, Kanyosha et dans les provinces de Muramvya, Gitega, Bubanza, etc.

L'entreprise a déjà établi des agences dans plusieurs provinces, notamment Bujumbura, Bubanza, Mwaro, Muramvya et Gitega ainsi que dans certaines parties des provinces de Cibitoke, Kayanza et Kirundo. Les responsables de la STNB prévoient également mettre en place de nouvelles agences à travers le pays, a fait savoir le responsable du personnel à la STNB.

## La couverture du signal de la STNB demeure limitée

Alors que le marché des décodeurs

pour la télévision burundaise continue à croître, il est crucial pour les acheteurs de préciser le lieu d'utilisation de ces appareils. Toutefois, certains endroits du pays ne bénéficient pas encore d'une couverture adéquate, a alerté Niyokindi. Les zones dotées d'un signal de la STNB sont principalement celles où des antennes ont été installées, notamment à Bujumbura, Manga (Bujumbura rural), Gitega, Kayanza et Mutumba (Kirundo). Il a indiqué que la STNB prévoit étendre sa portée avec l'installation prochaine de nouvelles tours de transmission à Ngozi et à Kaberege.

Pour que la télévision au Burundi soit reconnue et acceptée sur les ondes de la STNB, il est essentiel que les programmes diffusés répondent aux attentes de la population, en leur fournissant des informations pertinentes. Bien que ces services soient actuellement gratuits, cette situation pourrait évoluer, selon Niyokindi.

Dans un effort pour améliorer l'expérience client, le Directeur Général de la STNB a mis en place une ligne d'assistance accessible au 22 21 18 18 ou au 62 662784, permettant de signaler toute défaillance ou de solliciter de l'aide concernant les services.

Avant de procéder à leurs achats ou de bénéficier des services de la STNB, les clients sont vivement encouragés à s'assurer que leurs décodeurs sont bien activés afin d'éviter d'éventuelles complications. Parmi les défis qui entravent le bon fonctionnement de la STNB, on note les coupures de courant, les pannes techniques et la pénurie de carburant.

## TRANSPORT

# La RN 18 a changé l'image de la province Mwaro

Les habitants de la province Mwaro sont ravis de la macadamisation de la Route Nationale numéro 18 (RN 18). Ils affirment que son apport au développement est remarquable. Le gouverneur de ladite province n'y va pas par quatre chemins. Il indique que la RN 18 goudronnée a changé visiblement l'image de cette province



*Gaspard Gasanzwe gouverneur de la province de Mwaro: "cette route séduit les passagers qui se dirigent dans les autres provinces telles que Gitega, Karusi, Ruyigi et Muyinga. Au lieu d'emprunter la RN 1, la plupart d'entre eux choisissent de passer par la RN 18, car ils sont attirés par son bon état de praticabilité."*

à Ruvumera, un des quartiers de la province Mwaro situé sur la colline Bisha, on lui paie 500 FBu.

Même les motards jubilent suite à la macadamisation de la RN 18. Jean Pierre Misago, âgé de 22 ans qui exerce le métier de motard s'en

réjouit. Il explique qu'il peut gagner plus de 40 000 FBu par jour s'il travaille toute la journée.

## Les conducteurs des véhicules ravis

Les chauffeurs des véhicules

de transport s'en réjouissent également. Selon ces derniers, le temps mis pour arriver à Bujumbura ou à Mwaro a diminué. On mettait plus de 2 heures pour boucler le trajet Bujumbura- Mwaro auparavant. Actuellement, le timing s'est divisé presque par 2.

Ils arguent que plus le temps mis diminue, plus les revenus encaissés augmentent, car les rotations effectuées pour transporter les clients augmentent aussi.

## La RN 18 séduit les passagers des autres provinces

De plus, le gouverneur de la province de Mwaro indique que cette route séduit les passagers qui se dirigent dans les autres provinces telles que Gitega, Karusi, Ruyigi et Muyinga. Au lieu d'emprunter la RN 1, la plupart d'entre eux choisissent de passer par la RN 18, car ils sont attirés par son bon état de praticabilité.

Il affirme que la macadamisation de la RN 18 a beaucoup changé l'image de la province Mwaro.

Auparavant, si on débarquait à Nyakararo, on sentait automatiquement le dégoût de visiter Mwaro suite à la poussière qui caractérisait cet endroit.

Quand on voulait visiter Mwaro, on était obligé de mettre dans son sac à dos d'autres vêtements pour se changer une fois arriver à destination, car la poussière y régnait en maître. Les infrastructures riveraines de la RN 18 n'étaient pas épargnées. Elles nécessitaient d'être repeintes chaque année.

## Mwaro, la propreté y règne en maître suite à la RN 18

Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, renchérit-il. L'image de la province Mwaro a changé. La propreté règne en maître partout. Les nids de poule ont été maîtrisés.

C'est la raison pour laquelle on accueille beaucoup de visiteurs actuellement. Chaque week end, il y a des clubs sportifs qui viennent visiter la province de Mwaro.

Le gouverneur de la province Mwaro invite les habitants de ladite province à veiller toujours à son entretien dans l'objectif de garantir sa durabilité. Il conclut que le curage des caniveaux est une impérieuse nécessité pour faciliter l'écoulement des eaux de pluie.

Jean Marie Vianney Niyongabo

# Le Bio-pesticide, une solution contre les insectes ravageurs

Un jeune entrepreneur de Cibitoke fabrique un produit phytosanitaire dénommé Pesticide Fertilisant Biologique (PFBIO) à base de plantes naturelles locales pour lutter contre les insectes ravageurs des plants de maïs et de tomates. Son projet est très efficace et rentable. Il demande un appui pour que ce produit soit distribué sur tout le territoire national



Alexis Nsabimana un jeune entrepreneur de la province de Cibitoke qui fabrique le Pesticide Fertilisant Biologique (PFBIO) à base de plantes naturelles locales.

Alexis Nsabimana, un jeune entrepreneur de la province de Cibitoke, âgé de 32 ans, originaire de la colline Rushima dans la commune de Mugina dirige la société des Jeunes Visionnaires de Rushima. Il a fréquenté la faculté de Sociologie à l'université du Burundi. Cependant, après avoir constaté la présence d'un insecte ravageur appelé chenille qui menaçait les cultures et étant membre fondateur de ladite société, Alexis Nsabimana a essayé de trouver une solution pour lutter contre cet insecte. « Nous avons alors décidé de lancer un projet pour fabriquer un produit phytosanitaire naturel appelé Pesticide Fertilisant Biologique (PFBIO) à partir d'un mélange de gingembre, de feuilles de neem, de tithonia et de feuilles de rotsia (urwāga) », a-t-il annoncé. Cette société des jeunes visionnaires de Rushima a commencé ses activités en 2022. Elle est constituée de 5 personnes dont trois agronomes et deux filles.

## Objectif du projet

Grâce aux connaissances acquises à l'école et à la compréhension des effets de l'utilisation des pesticides

chimiques, nous avons conclu que ces derniers sont parmi les facteurs de la dégradation du sol, de la pollution des eaux, de la diminution de quelques espèces aquatiques et qu'ils sont aussi nuisibles à la santé. Cependant, malgré l'utilisation des pesticides chimiques, cet insecte est toujours là. « Nos champs de maïs et de tomates étaient menacés par les chenilles. Beaucoup d'agriculteurs n'ont pas pu obtenir une bonne récolte. C'est dans ce contexte que nous avons pensé à commencer la fabrication d'un bio-pesticide susceptible de nous aider à lutter contre cet insecte. A l'issue de l'épandage de nos produits

fabriqués naturellement, l'insecte a enfin disparu », a-t-il déclaré.

Des plantes naturelles locales comme matières premières

Le bio-pesticide en question est fabriqué à partir d'un mélange de plantes naturelles locales, à savoir : le gingembre, les feuilles de neem, le tithonia et les feuilles de rotsia. Alexis Nsabimana annonce qu'ils n'ont pas de problèmes de manque de matières premières. « Nous ne cherchons pas la matière première dans les forêts, car nous la cultivons nous-mêmes. Nous avons déjà trois terrains sur lesquels nous avons

planté le neem et un autre grand terrain sur lequel nous avons planté le gingembre ». Ainsi, après la production, les déchets ne sont pas jetés, car des fertilisants liquides et non liquides en sont extraits pour les agriculteurs. Les déchets restants, après l'extraction des fertilisants, servent à la fabrication des aliments pour les vaches et les poules.

## Disponibilité des clients et rentabilité du projet

Nsabimana indique également qu'ils ne rencontrent pas de difficultés

liées à la clientèle. « Nous avons des clients, principalement des sociétés composées d'agriculteurs, d'éleveurs et de coopératives qui ont reconnu la valeur de nos produits. Par la suite, ils sont venus les acheter pour les utiliser. »

Cependant, pour obtenir 1 litre de bio-pesticide non mélangé avec de l'eau, il faut 6 kg du mélange de gingembre, de tithonia, de feuilles de neem et de feuilles de rotsia. Ce litre est vendu à 5 000 FBu, tandis que pour les produits chimiques tels que Roketo ou Dudu, un flacon de 330 ml se vend à environ 7 000 FBu. Ainsi, pour son utilisation, 1 litre de bio-pesticide doit être mélangé avec 10 litres d'eau.

Avec un capital initial d'un million de FBu, ce projet peut générer des revenus d'un montant de 56 millions de FBu par an. « Ces bio-pesticides peuvent nous rapporter 10 millions de FBu par an, les fertilisants 7 millions de FBu par an, le gingembre 35 millions de FBu par an et les aliments pour les vaches 4 millions de FBu par an. Au total, cela représente un montant de 56 millions de FBu », a déclaré Alexis Nsabimana.

Et d'ajouter « Nous souhaitons que d'ici 5 ans, avec un appui, notre produit soit distribué sur tout le territoire national afin que toute la population sache l'importance de l'utilisation de notre bio-pesticide et les effets néfastes des produits chimiques. »

Aline Niyibigira

## DEVELOPPEMENT

## Construction d'un stade olympique à Mwaro

# Les travaux au point mort

Les travaux de construction d'un stade olympique sont au point mort. La raison principale de cette situation est le manque de carburant



Les travaux de construction d'un stade olympique sont au point mort. La raison principale de cette situation est le manque de carburant

Les habitants de la province Mwaro s'inquiètent du fait que les travaux de construction d'un stade olympique marchent à pas de tortue.

Dans une visite effectuée par un reporter de Burundi Eco à Gatere dans la commune de Kayokwe, colline sur laquelle est implantée cette infrastructure sportive, les habitants interviewés déplorent que leurs enfants ne disposent pas actuellement d'un stade qui leur permet de faire du sport.

Ils déplorent que les travaux de construction de ce dernier sont au point mort. Même les travaux de terrassement n'ont pas encore terminé.

## Gaspard Gasanzwe tranquillise la population

Gaspard Gasanzwe, gouverneur de la province Mwaro tranquillise les

habitants de sa province. Selon lui, il y a eu des défis qui ont fait que les travaux n'avancent pas comme on le souhaitait. Ce sont entre autres la pénurie du carburant de type Mazout.

Il laisse entendre que la province Mwaro faisait recours au ministère en charge des infrastructures pour trouver des engins servant au terrassement du terrain.

Et, avec la pénurie du carburant,

Gasanzwe fait remarquer que la situation a tourné au vinaigre. Les travaux sont à l'arrêt.

Pourtant, Gasanzwe tranquillise que la situation est appelée à changer. Le stade devra être construit malgré ces défis qui nécessitent des pistes de solution vu son importance capitale.

« Nous avons effectué pas mal de visites à cet endroit. Il y a même des cadres originaires des autres provinces qui nous ont promis une certaine contribution dans l'objectif de construire ce stade », argue Gasanzwe.

## Pourquoi ce stade à Mwaro ?

C'est un stade qui va attirer les athlètes internationaux, surtout ceux de la basse altitude comme cela se fait au Kenya au stade d'Eldoret, explique-t-il.

La raison est qu'il est érigé à haute altitude, là où toutes les conditions pour les sportifs en général et les athlètes en particulier sont réunies.

« C'est une expérience que j'ai assez vécue. Parce que je suis détenteur d'un diplôme de licence en éducation physique et sport, j'ai souvent accompagné les militaires pour les aider à développer leurs

talents dans différentes disciplines. On parcourt les montagnes de Mwaro et tout le monde a constaté avec moi que cet endroit est impeccable pour les sportifs », renchérit-il.

Gasanzwe fait savoir que ce stade olympique sera une infrastructure gigantesque. Elle sera probablement la première au Burundi.

On espère la doter de terrains de football, de basket ball, de volley ball, d'une piste d'athlétisme, de salles de conférence, d'hôtels pour les sportifs et les visiteurs, etc. Nonobstant, Gasanzwe précise qu'on compte terminer en premier lieu les travaux de finissage du terrain de football et d'une piste pour les athlètes.

Et les études faites par les experts montrent que le budget alloué à la construction de ce stade est estimé à plus de 10 milliards de FBu.

Notons que les fonds alloués à la construction de cette infrastructure proviennent des contributions des ressortissants de la province Mwaro.

Jean Marie Vianney Niyongabo



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR DES CADEAUX CUSTOMISÉS DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS, HOPE DESIGN VOUS PROPOSE DES GOURDES PERSONNALISÉES**

